



**MINISTÈRE
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Audit sur l'état du réseau routier national non concédé

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Numéro de consultation : DGITM-DMR-PEI-12-2026

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161 5 du code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

Article 1 - Identification	5
1.1 Acheteur.....	5
1.2 Titulaire.....	5
Article 2 - Caractéristiques principales du marché.....	5
2.1 Contexte	5
2.2 Objet	6
2.3 Allotissement.....	6
2.4 Durée du marché.....	7
2.4.1 Cadre général.....	7
2.4.2 Reconduction du marché	7
2.5 Fractionnement des prestations	7
2.6 Lieu d'exécution	7
2.7 Documents contractuels	7
Article 3 - Modalités d'exécution du marché	8
3.1 Représentation des parties	8
3.1.1 Représentation de l'acheteur.....	8
3.1.2 Représentation du titulaire.....	8
3.2 Conditions d'exécution.....	8
3.2.1 Remplacement des intervenants	8
3.2.2 Pilotage	9
3.3 Relation Fournisseurs	9
3.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	10
3.5 Obligations du titulaire.....	11
3.5.1 Obligation de conseil	11
3.5.2 Obligation d'information	11
3.5.3 Mesures de sécurité	11
3.5.4 Responsabilité du titulaire	11
3.6 Considérations sociales.....	12
3.7 Considérations environnementales.....	12
3.8 Traitement de données à caractère personnel	13
3.9 Confidentialité et secret des affaires.....	13
3.10 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles	14
3.11 Clause de réexamen.....	15
3.12 Valorisation des ordres de service	15

3.13	Constatation de l'exécution des prestations	16
3.13.1	Contrôle.....	16
3.13.2	Opérations de vérification.....	16
3.13.3	Décisions après vérification.....	16
3.14	Garantie.....	16
3.15	Primes.....	16
Article 4 -	Régime financier.....	16
4.1	Forme et contenu des prix	16
4.2	Variation des prix	16
4.3	Avances	17
4.4	Modalités financières.....	17
4.4.1	Répartition des paiements.....	17
4.4.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	17
4.4.3	Intérêts moratoires	18
4.5	Modalités de facturation	19
4.5.1	Mentions obligatoires	19
4.5.2	Taux de TVA.....	19
4.5.3	Monnaies.....	19
4.6	Transmission des factures	20
4.7	Paieement par carte d'achat.....	20
4.8	Service fait présumé	20
4.9	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	20
Article 5 -	Pénalités	21
5.1	Pénalités de retard	22
5.1.1	Plafonnement des pénalités de retard	22
5.1.2	Seuil d'exonération des pénalités de retard	22
5.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	22
5.2.1	Pénalités liées aux considérations sociales.....	22
5.2.2	Pénalités liées aux considérations environnementales	22
Article 6 -	Dispositions diverses	22
6.1	Echanges dématérialisés	22
6.2	Langue.....	23
6.3	Sous-traitance	23
6.4	Propriété intellectuelle.....	24
6.5	Assurances	24
6.6	Changement affectant le titulaire	25
6.7	Autres obligations administratives	25
6.8	Résiliation.....	25
6.9	Exécution aux frais et risques du titulaire	26
6.10	Différends	26
6.11	Litiges et contentieux	26

Article 7 -	Clauses techniques	26
7.1	Contexte, enjeux et objectif de l'étude.....	26
7.1.1	Contexte.....	26
7.1.2	Enjeu de l'étude.....	28
7.1.3	Objectif de l'étude.....	28
7.1.4	Périmètre de l'audit	29
7.2	Contenu des prestations.....	30
7.2.1	Phase N°1 de l'étude : Evaluation de la politique actuelle d'entretien routier.....	30
7.2.2	Phase N°2 de l'étude : Pronostic d'évolution de l'état du réseau selon la politique actuelle d'entretien routier	31
7.2.3	Phase N°3 de l'étude : scénarios d'optimisation de la politique d'entretien routier	31
7.3	Méthodologie	32
7.3.1	Documentation fournie à l'auditeur	32
7.3.2	Entretiens à prévoir.....	33
7.3.3	Livrables et restitutions	33
7.4	Phasage et délais.....	33
7.4.1	Délai global d'exécution.....	33
7.4.2	Phasage des prestations.....	33
Article 8 -	Dérogations au CCAG-PI.....	34

Article 1 - Identification

1.1 Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère des transports – MT Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités– DGITM Direction des mobilités routières – DMR Sous-direction du pilotage de l'entretien, de l'exploitation du réseau routier – PEI
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Aline PILLAN, Directrice des mobilités routières ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Madame Hélène KLICH Madame Stéphanie RINCOURT
Courriel(s)	helene.klich@developpement-durable.gouv.fr stephanie.rincourt@developpement-durable.gouv.fr

1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-PI est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

Article 2 - Caractéristiques principales du marché

2.1 Contexte

La DGITM est chargée de piloter la gestion du réseau routier national non concédé (RRNnc), actif stratégique pour la mobilité, l'économie et la cohésion des territoires. Ce réseau, qui supporte une part importante du trafic national, constitue un patrimoine public de grande valeur nécessitant des politiques d'entretien, de régénération et de modernisation adaptées à des enjeux de sécurité, de résilience et de soutenabilité financière.

Les travaux conduits dans le cadre de la conférence Ambition France Transports en 2025 ont réaffirmé le caractère prioritaire de la régénération et de la modernisation des infrastructures existantes, en particulier du RRNnc. Ces travaux se sont appuyés sur les résultats de l'audit externe réalisé en 2017, complétés par des analyses intégrant notamment l'évolution des coûts, les modifications de

périmètre du réseau, l'identification d'une dette grise ainsi que l'émergence de besoins liés au vieillissement du patrimoine et aux évolutions réglementaires.

Dans le prolongement de ces conclusions, le Gouvernement a engagé l'élaboration d'un projet de loi cadre, appelé à être suivi d'une loi de programmation des infrastructures de transport, laquelle doit définir, sur une période de dix ans, les trajectoires d'investissement de l'État, notamment en matière de régénération et de modernisation du réseau routier national.

Dans ce contexte, et afin de disposer d'un éclairage indépendant en amont des prochaines échéances budgétaires, notamment le projet de loi de finances et la future loi de programmation, il apparaît nécessaire de procéder à une actualisation de l'audit externe de 2017.

L'audit attendu en 2026 vise à apporter un éclairage externe indépendant sur les besoins d'investissement et les trajectoires de gestion patrimoniale du réseau routier national non concédé (RRNnc), en actualisant notamment les conclusions de l'audit externe réalisé en 2017. Il s'inscrit dans une démarche d'analyse de la politique de gestion patrimoniale mise en œuvre par l'État et porte sur les approches retenues pour définir les politiques d'entretien, de régénération et de renouvellement du réseau à un horizon de 10 à 20 ans.

L'audit doit également permettre, en tenant compte notamment des enseignements issus du retour d'expérience de l'étude de résilience réalisée en 2025, d'identifier les écarts entre les besoins et les ressources mobilisées, d'en analyser les impacts en termes de dette grise et de soutenabilité financière, et de formuler des recommandations opérationnelles sur les priorités d'action et les leviers d'amélioration des politiques de gestion d'actifs. Il contribuera ainsi à renforcer la qualité des outils de pilotage et à éclairer les décisions de programmation des investissements de l'État dans les années à venir.

2.2 Objet

Le marché a pour objet la réalisation d'un audit sur l'état du réseau routier national non concédé.

Il porte sur des prestations de services

Code(s) CPV de la consultation

Valeur principale : 71311300 : Services de conseil en matière d'infrastructure

Valeurs secondaires : 71621000 : Services d'analyse technique ou services de conseil

45233139 : Entretien des routes nationales

2.3 Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, le marché n'est pas alloti.

En effet, son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes qui justifieraient un allotissement.

2.4 Durée du marché

2.4.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de 5 mois (20 semaines)

Elle s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

2.4.2 Reconduction du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

2.5 Fractionnement des prestations

Tranche ferme

Sans objet.

Tranche optionnelle

Sans objet.

2.6 Lieu d'exécution

Les prestations sont essentiellement réalisées dans les locaux du prestataire.

Toutefois, des réunions peuvent aussi avoir lieu dans les locaux du ministère des transports.

2.7 Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- La décomposition du prix global et forfaitaire (annexe financière de l'AE)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

Article 3 - Modalités d'exécution du marché

3.1 Représentation des parties

3.1.1 *Représentation de l'acheteur*

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

3.1.2 *Représentation du titulaire*

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

3.2 Conditions d'exécution

3.2.1 *Remplacement des intervenants*

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus est motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 30 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

3.2.2 Pilotage

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire est tenu de transmettre selon le calendrier établi entre le titulaire et l'acheteur ou le cas échéant dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'acheteur :

- les **rapports d'analyse et de modélisation détaillés** produits dans le cadre de la mission, incluant les résultats des phases 1 à 3 et leurs annexes techniques ;
- les **rapports de scénarisation et de projection**, présentant de manière exhaustive les hypothèses retenues, les trajectoires étudiées et les résultats chiffrés associés (état du réseau, investissements, dette grise, valeur patrimoniale, risques) ;
- les **notes méthodologiques et documents de cadrage** décrivant les méthodes d'évaluation, de hiérarchisation et de gestion des risques appliquées ;
- les **documents de présentation et supports de restitution** remis aux instances de suivi ou à l'acheteur ;
- les **éléments de justification des résultats**, permettant de comprendre les calculs, arbitrages et choix de paramètres ayant conduit aux conclusions.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de (500 euros HT par manquement constaté).

3.3 Relation Fournisseurs

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le pôle ministériel en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) depuis juin 2024.

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Il est à noter qu'il s'agit ici de promouvoir le parcours de la signature de la Charte jusqu'à l'éventuelle obtention du label RFAR, mais qu'en aucun cas cela ne constitue un critère de sélection d'une candidature, ni un critère d'attribution du marché, ni une condition impérative d'exécution.

Mise en place d'un médiateur interne « RFAR » au sein des ministères

Dans le cadre de la signature de la Charte "relations fournisseurs et achats responsables" (RFAR), les ministères ont été amenés à désigner un médiateur interne. Celui-ci peut être saisi lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler un différend à l'issue d'une procédure de réclamation.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée."

3.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant peut exécuter toutes les tâches.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Sous-traitance

En cas de sous-traitance, l'acheteur considère que toutes les tâches peuvent faire l'objet de sous-traitance. Toutefois, il est rappelé que la sous-traitance totale des prestations est interdite.

3.5 Obligations du titulaire

3.5.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

3.5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

3.5.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs titulaires (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par eux. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin du marché, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 31 du CCAG-PI).

3.5.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.6 Considérations sociales

Les dispositions relatives à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention de la discrimination sont définies dans le règlement de la consultation (RC).

Le présent marché ne comprend pas d'autres considérations sociales.

3.7 Considérations environnementales

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la [circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023](#) relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis¹ à [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#), de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à [l'article R.2193-4 du code de la commande publique](#).

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants concernés) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles [L. 232-6-3](#) et [L. 233-28-4](#) du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

Clause relative au partage de documents

La production des livrables produit par le titulaire est mise à la disposition de l'acheteur par le moyen le plus « propre » possible : format dématérialisé, compressé au maximum, espace de travail collaboratif, si impression obligatoire garantie de l'usage de papiers recyclé ou éco-labellisé, etc.

¹ Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

Clause relative aux déplacements

Les déplacements du titulaire prévus pour les prestations doivent privilégier le recours aux transports en commun. Le choix des lieux de réunion proposé par le titulaire sont accessibles en transports en commun.

Clause sobriété numérique

Il est demandé au titulaire d'appliquer la Politique « Green IT » de démarche continue de réduction des impacts provoqués par l'utilisation des technologies numériques (notamment gestion des courriels raisonnée, recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché) et de former l'équipe dédiée à l'exécution des prestations sur le sujet.

3.8 Traitement de données à caractère personnel

Sans objet

3.9 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de leur personnel, le cas échéant à leurs sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui leur auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

3.10 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Evaluation sur la qualité du service rendu

Le Titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme du présent marché.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCP.

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Capitalisation

Le titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Les actions peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentiels ou à distance.

Le titulaire définit et assure tout au long du marché la gestion documentaire des études qu'il réalise. Cette dernière comprend l'ensemble de la documentation recensée et produite.

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par l'administration.

Ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes à l'administration et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent marché.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis par la voie la plus adaptée et sécurisée.

Le titulaire les fait parvenir à l'acheteur et au service responsable de l'exécution des prestations, au plus tard, dans un délai de 15 jours à l'issue du marché.

Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent marché, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent marché.

3.11 Clause de réexamen

Sans objet

3.12 Valorisation des ordres de service

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG-PI, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

3.13 Constatation de l'exécution des prestations

3.13.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

3.13.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

3.13.3 Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

3.14 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG-PI.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

3.15 Primes

Sans objet.

Article 4 - Régime financier

4.1 Forme et contenu des prix

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) annexé à l'acte d'engagement (AE)

Les prix sont réputés comprendre tous les frais incluant taxes et sujétions liés à la bonne exécution des prestations, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive : les frais de déplacement, d'hébergement, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre, les réunions (préparation, participation et comptes rendus), la rédaction des livrables et toutes sujétions afférentes.

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans les clauses techniques.

4.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du présent marché sont fermes et non actualisables.

4.3 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-11 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance lorsque les bons de commande émis dans le cadre du marché respectent les deux conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises., du montant TTC du marché.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du marché.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement (AE).

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Pour le sous-traitant admis au paiement direct, le remboursement de son avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article R. 2191-11 (article R. 2193-20 du CCP). De la même manière, dans ce cas le remboursement débute lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint 65 % du montant TTC de sa part du marché.

4.4 Modalités financières

4.4.1 Répartition des paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Les acomptes sont fractionnés par phase de réalisation de l'audit et versés sur présentation des factures correspondantes.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

4.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Cautionnement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Comptable assignataire

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

4.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date (incluse) de mise en paiement du principal et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

4.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

4.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- Le code SIRET de l'entreprise ;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire des prestations
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

4.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Dans l'hypothèse où le candidat n'est pas soumis à la TVA en France ou est soumis à une TVA réduite ou exonéré de TVA, celui-ci annexe aux documents financiers produits au titre de son offre, une note justifiant du régime fiscal lui étant applicable dans le cadre de l'exécution du marché.

4.5.3 Monnaies

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

4.6 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures.

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

4.7 Paiement par carte d'achat

Sans objet.

4.8 Service fait présumé

Sans objet.

4.9 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 5 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

5.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, et cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

5.1.1 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

5.1.2 Seuil d'exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

5.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

5.2.1 Pénalités liées aux considérations sociales

Sans objet

5.2.2 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas d'absence de fourniture d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) valable, le titulaire est redevable d'une pénalité de 1000 euros HT par mois d'absence de fourniture du document.

Article 6 - Dispositions diverses

6.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

6.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française (candidature et offre, y compris dans le cas où la candidature est présentée sous forme de DUME).

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique.

Tous les échanges oraux pendant la phase d'exécution du marché s'effectuent en langue française.

Si un échange oral s'effectue dans une langue autre que le français, le titulaire doit fournir à sa charge un interprète.

6.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 joint au dossier de consultation des entreprises.

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues
- et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues à l'article 3.6.3 du CCAG-PI.

Sous-traitance de second rang

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance.

Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang (joint au dossier de consultation des entreprises)

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

6.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent marché fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

6.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

6.6 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

6.7 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

6.8 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes du marché indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

6.9 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

6.10 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

6.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 7 - Clauses techniques

7.1 Contexte, enjeux et objectif de l'étude

7.1.1 Contexte

Le réseau routier national non concédé et ses enjeux

L'État est responsable de près de 20 000 km de routes composant le réseau routier national : près de 9 000 km d'autoroutes concédées à des sociétés privées par le biais de contrats ; 11 000 km de routes nationales et autoroutes non concédées gérées par 11 directions interdépartementales des routes (DIR) et, en outre-mer, par les services déconcentrés de Guyane, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon. Même s'il ne représente que 2 % du linéaire total des routes en France, le réseau de l'État supporte plus du tiers du trafic total, et le réseau routier national non concédé (RRN NC) près de 20%. La part modale de la route en France dépasse 85 % que ce soit pour le transport de personnes ou de marchandises. Le réseau routier national de l'État joue donc un rôle stratégique pour l'économie et la

cohésion sociale du pays, et plus particulièrement pour l'aménagement des territoires, la connectivité des ports, la liaison avec les pôles industriels, les plateformes logistiques, les nœuds urbains et le transit à l'échelle européenne.

La France est passée, pour le critère qualité des routes du classement du Forum Economique Mondiale, de la 1^{ère} place dans le rapport 2011-2012, à la 7^{ème} place en 2015-2016 et à la 18^{ème} place dans le rapport 2019.

L'enjeu de maintenir le patrimoine routier fonctionnel et en bon état

L'infrastructure définissant le réseau routier national non concédé est composée de chaussées, d'ouvrages d'art, de tunnels et d'équipements qui ont nécessité d'importants investissements publics pour leur construction, leur entretien et leur modernisation, et qui représentent un patrimoine et un actif de l'Etat dont la valeur est estimée aujourd'hui à environ 160 milliards d'euros.

Il est primordial que cet actif de l'Etat soit préservé au regard des enjeux économiques, sociaux et environnementaux associés au bon état et fonctionnement du réseau routier national. Ne pas l'entretenir ou l'entretenir insuffisamment, conduit à diminuer sa valeur patrimoniale et sa valeur d'usage avec des conséquences sociales, économiques et environnementales majeures. Un entretien insuffisant du patrimoine a également un impact sur la sécurité des usagers. Par exemple, tout défaut d'assainissement des chaussées induit des pertes d'adhérence voire la constitution de nids de poules. La vétusté d'équipements tels que le marquage ou les dispositifs de retenue ne permet plus de fournir à l'utilisateur le guidage ou le niveau de performance requis pour sa sécurité.

Cette préservation du patrimoine routier passe par des opérations d'entretien courant et de régénération (réparation, rajeunissement ou renouvellement). Les principaux inducteurs impactant les besoins de préservation du patrimoine sont l'âge, les normes techniques appliquées lors de sa construction et de son entretien, le niveau de trafic, le niveau de trafic des poids lourds, la rigueur des conditions climatiques hivernales.

L'état du réseau routier national non concédé est suivi notamment par deux indicateurs, l'IQRN pour l'état des chaussées, produit annuellement, l'IQOA pour l'état des ouvrages d'art, produit tous les 3 ans. Les équipements et les tunnels font également l'objet d'un suivi.

Audit de l'état du réseau routier national non concédé et travaux conduits dans le cadre d'Ambition France Transports

Dans le contexte d'une dégradation observée entre 2006 et 2017 de l'état du réseau routier national non concédé, le ministère chargé des transports a commandé en 2017 la réalisation d'un audit externe sur la bonne gestion des actifs routiers et la politique d'entretien associée.

Cet audit, qui a rendu ses conclusions en 2018, a préconisé une trajectoire pluriannuelle d'investissement sur 2018-2038 visant à maîtriser le vieillissement du patrimoine, en particulier des ouvrages d'art, avant un rétablissement progressif de l'état des infrastructures.

Cet audit s'est traduit notamment par une augmentation depuis 2018 du budget dédié à l'entretien routier. Néanmoins l'augmentation du budget a été inférieure à ce que préconisait l'audit 2017. L'évolution des indicateurs d'état ces dernières années confirme la persistance d'un niveau élevé de besoins :

- 40,2 % des ponts (en surface) nécessitent en 2025 un entretien spécialisé à court terme afin d'éviter l'aggravation de désordres structurels (soit +0,3 point par rapport à l'année précédente) ;
- 2,2 % des ponts présentent en 2025 des désordres structurels graves (niveau stable par rapport à l'année précédente) ;

- 49,5 % des chaussées requièrent un entretien de surface ou structurel et 18,5 % un entretien structurel (données 2023 ; méthodologie de calcul IQRN en cours d'amélioration et de consolidation).

Dans le cadre des travaux Ambition France Transports en vue d'établir les besoins d'exploitation, d'entretien et de régénération du réseau routier national non concédé, la DGITM a actualisé en interne la trajectoire de l'audit de 2017 afin de :

- tenir compte de l'évolution des indices économiques applicables aux dépenses d'investissement et de fonctionnement ;
- ajuster les montants financiers au nouveau périmètre du réseau demeurant sous responsabilité de l'État suite aux transferts intervenus vers la Collectivité européenne d'Alsace et dans le cadre de la loi dite 3DS du 21 février 2022 ;
- prendre en compte de besoins complémentaires identifiés post audit 2017 et les challenger ;
- identifier l'écart entre les investissements réalisés depuis 2018 et la trajectoire de l'audit actualisé qui génère une dette grise, avec un rattrapage à prendre en compte.

7.1.2 Enjeu de l'étude

La conférence Ambition France Transports a conclu à la priorité que devait représenter pour l'État la régénération et la modernisation des infrastructures de transports existantes, et donc du réseau routier national non concédé. Les éléments présentés lors de la conférence Ambition France Transports en 2025 se sont basés d'une part sur les besoins actualisés de l'audit de 2017 complétés par une évaluation de la dette grise et des besoins complémentaires. Une actualisation de l'audit de 2017 permettra de bâtir de nouvelles trajectoires au regard de la gestion des risques en intégrant les modifications de périmètre de réseau et l'évolution des besoins qu'ils soient liés aux évolutions réglementaires ou au vieillissement accéléré du patrimoine.

Le Gouvernement a déposé un projet de loi cadre venant traduire les conclusions tirées de cette conférence. Un projet de loi de programmation des infrastructures de transport devrait lui succéder comme le prévoit son article 1er. Cette loi de programmation devrait programmer sur une période de dix années les moyens d'investissement affectés aux transports notamment concernant la régénération et la modernisation des infrastructures routières

Dans ce contexte, un nouvel audit externe est nécessaire, en prévision du projet de loi de programmation annoncé et comme mentionné dans l'exposé des motifs du projet de loi cadre.

7.1.3 Objectif de l'étude

L'objectif est d'auditer par un bureau d'étude les besoins concernant le réseau routier national non concédé pour les prochaines années et le scénario optimal d'entretien, notamment en actualisant les conclusions de l'audit externe datant de 2017, et de poser un regard externe sur la politique conduite depuis par l'Etat dans la gestion patrimoniale des actifs constitutifs de ce réseau.

Il ne s'agit pas d'un audit technique consistant à inspecter l'état actuel des infrastructures et des équipements mais d'un audit méthodologique portant sur la politique d'entretien à conduire sur les 10 et 20 prochaines années, sur la base des documents et des données fournis par le ministère, et au regard des enjeux de sécurité des usagers, de disponibilité et de résilience du réseau routier, de qualité de services attendu et de bonne gestion des ressources publiques Les enjeux nouveaux de l'adaptation des infrastructures de transport face au changement climatique et de mobilité militaire seront intégrés à cette analyse.

Cet audit doit notamment permettre de répondre aux questions suivantes, et à toute autre question que le bureau d'étude pourrait identifier comme pertinente :

- Les évolutions de l'état du patrimoine ces dernières années et prévisibles dans les prochaines années sont-elles cohérentes par rapport aux risques identifiés ? Si non, quels objectifs l'Etat devrait-il impérativement se donner pour le réseau routier national non concédé ? Quels moyens financiers seraient nécessaires à l'atteinte de ces objectifs ?
- Quelles priorités sont à retenir à court terme et en cas de budgets insuffisants ? Comment résorber les écarts entre besoins et budgets disponibles (dette grise) ?
- Comment peut-on améliorer encore l'efficacité des politiques d'entretien (maintenance, régénération, renouvellement) sous contraintes de moyens ? Comment actualiser les lois de vieillissement et durées de vie pour projeter correctement l'état du patrimoine dans les prochaines années et évaluer correctement les moyens nécessaires ?
- Quelles données sont manquantes pour consolider la politique d'entretien et permettre un travail d'audit plus approfondi ? A quelle fréquence ce type d'audit devra-t-il utilement être reconduit ?
- Quelles seraient les conséquences sur la sécurité, le confort des usagers, la résilience des infrastructures et l'impact environnemental d'un décalage dans le temps des budgets nécessaires pour le scénario optimal d'entretien ?

Cet audit s'appuiera sur les meilleures pratiques dans la gestion d'actifs industriels de réseau pour permettre de situer l'Etat gestionnaire routier dans ce cadre, sur des éléments de référence internationale, par exemple sur la norme ISO 55 000 de gestion des actifs en ce qui concerne la partie patrimoniale.

7.1.4 Périmètre de l'audit

Cet audit couvrira les actifs qui étaient dans le périmètre de l'audit de 2017, à savoir les chaussées, les ouvrages d'art, les équipements et les dépendances du réseau routier national non concédé. Il s'agira d'analyser les moyens dédiés à l'entretien de ces actifs mais également à leur exploitation (fonctionnement des équipements de sécurité des tunnels, systèmes de gestion de trafic et équipements embarqués, niveau d'équipements des services, comme les véhicules d'exploitation et l'immobilier technique). Ne sont pas compris dans le périmètre de cet audit les moyens de fonctionnement des services.

Il est attendu de l'auditeur une analyse des pratiques de gestion des actifs (asset management) de l'Etat gestionnaire routier au niveau des politiques de maintenance courante (Opex) et de régénération (Capex) et de leur articulation.

Ces actifs seront analysés selon les catégories définies en 2018 correspondant au niveau de sollicitation du réseau (trafic journalier) et suivant ses caractéristiques fonctionnelles (sections d'itinéraires majoritairement de routes à chaussées séparées ou de bidirectionnelle), ou tout autre catégorisation que l'auditeur pourrait juger comme plus pertinente :

- groupe 1A : les axes supportant des trafics moyens journaliers annuels supérieurs à 30 000 véhicules / jour aux caractéristiques fonctionnelles élevées telles que les autoroutes, les routes à chaussées séparées aux abords des grandes agglomérations ou interurbaines et remplissant un rôle de desserte locale pendulaire ;
- groupe 1B : les axes aux caractéristiques fonctionnelles élevées (identiques à celle du groupe 1a) supportant un trafic moyen journalier annuel inférieur à 30 000 véhicules / jour tels que les routes assurant une liaison longue distance ;

- groupe 2 : routes bidirectionnelles supportant un trafic moyen journalier annuel supérieur à 8000 véhicules / jour telles que les routes bidirectionnelles en traversées d'agglomérations ou interurbaines ;
- groupe 3 : routes bidirectionnelles supportant un trafic moyen journalier annuel inférieur à 8000 véhicules / jour assurant une continuité territoriale et permettant aux services de secours et aux forces de l'ordre d'assurer leurs missions au service de la sécurité et de la sûreté des habitants en cas de crise.

Dans ses analyses, l'auditeur devra distinguer spécifiquement le réseau routier national en Ile-de-France au regard des enjeux de trafic, ainsi que le réseau routier national en région Grand-Est et en région Auvergne-Rhône-Alpes au regard des mises à disposition expérimentales en cours jusqu'au 31 décembre 2029.

7.2 Contenu des prestations

L'étude est organisée en trois phases successives et interdépendantes :

7.2.1 Phase N°1 de l'étude : Evaluation de la politique actuelle d'entretien routier

Cette phase comprend :

- **1.1** - Une évaluation, depuis 2018 et dans la continuité de l'audit de 2017, de :
 - **1.1.1** – Le niveau d'investissements réalisé, l'écart à la trajectoire (qui aura été préalablement actualisée) et l'identification de la « dette grise ».
 - **1.1.2** – L'évolution de l'état technique, de la sécurité et de la performance du réseau routier national non concédé au regard des moyens mis en œuvre.
 - **1.1.3** – La politique d'entretien mise en œuvre, et notamment :
 - Les méthodes pour l'identification, la cotation et la gestion des risques
 - Le processus d'allocation des ressources financières compte tenu de l'état de l'infrastructure, et notamment concernant la priorisation qui a été opérée sous ressources contraintes :
 - aux différents éléments du patrimoine (chaussées, ouvrages d'art, tunnels, équipements)
 - aux différentes catégories de routes selon leur valeur socio-économique
 - Le niveau et la qualité des prescription techniques (surveillance, entretien, régénération/renouvellement) et son application effective par les services.
 - **1.1.4** - L'organisation générale en tant que gestionnaire d'actifs, au niveau central et territorial, notamment en matière de planification des travaux et de ressources humaines.
- **1.2** – L'identification des leviers d'amélioration de la politique d'entretien actuelle, à budget constant, s'inspirant d'exemples éprouvés chez d'autres gestionnaires d'infrastructures et/ou dans d'autres pays européens. L'auditeur examinera notamment la part à consacrer à l'entretien préventif. Il formulera également des recommandations sur les méthodes et outils les plus appropriés pour hiérarchiser les investissements et vérifier la performance de la gestion des actifs. Il sera attendu de l'auditeur des recommandations sur les démarches de gestion des actifs à mener, en intégrant également les risques liés au changement climatique.
- **1.3** – Une restitution par l'auditeur devant l'instance chargée du suivi de cet audit.

7.2.2 Phase N°2 de l'étude : Pronostic d'évolution de l'état du réseau selon la politique actuelle d'entretien routier

Cette phase comprend :

- **2.1** - Une projection de l'évolution prévisible de l'état du réseau dans les années à venir avec un maintien des moyens financiers actuels (scénario en euros constants 2026 et en euros courants selon une hypothèse d'actualisation) et notamment :
 - **2.2.1** - Une estimation de l'évolution tendancielle des indicateurs d'état du réseau, selon des lois de vieillissement ou des durées de vie qu'il conviendra de confirmer.
 - **2.2.2** - Une appréciation du niveau de risque pour la sécurité des usagers et pour la continuité des fonctions sociales et économiques assurées par le réseau et des fonctions environnementales assurées par ses équipements, avec notamment l'identification de niveaux de criticité.
 - **2.2.3** - Une évaluation de l'accroissement induit de la charge financière pour la régénération du patrimoine qui restera nécessaire à terme, c'est-à-dire du coût d'un sous-entretien (dette grise).
 - **2.2.4** - Une évaluation de la diminution induite de la valeur patrimoniale.
- **2.2** – Une identification des états cibles pour les différents éléments du patrimoine venant qualifier le bon état et permettant de maîtriser les différents risques. Ce travail s'appuiera sur les situations observées chez d'autres gestionnaires d'infrastructures et/ou dans d'autres pays européens. L'identification des moyens financiers associés sera traitée dans la phase 3 de l'étude.
- **2.3** – Un examen des besoins complémentaires intervenus depuis l'audit conduit en 2017 au niveau de l'exploitation, de l'entretien et de la régénération routière, et du niveau de priorité qu'ils doivent représenter au regard des risques, des obligations réglementaires, des orientations nationales (décarbonation, transition écologique, transparence biodiversité) et de l'évolution de l'organisation des services gestionnaires des routes DIR (ex : sous-traitance/régie, transformation numérique, électrification des flottes de véhicules).
- **2.4** – Une restitution par l'auditeur devant l'instance chargée du suivi de cet audit.

7.2.3 Phase N°3 de l'étude : scénarios d'optimisation de la politique d'entretien routier

Cette phase comprend :

- **3.1** - La consolidation du cadre méthodologique permettant à l'Etat d'asseoir la politique d'entretien de ses routes (c'est-à-dire la trajectoire d'investissement et de charges d'entretien) sur la base de celle qui a été établie suite à l'audit de 2017.
- **3.2** – L'analyse critique, sur la base de ce cadre méthodologique, de la trajectoire actualisée d'investissements réalisée par la DGITM dans le cadre des travaux d'Ambition France Transports.
- **3.3** - Une proposition de deux familles de scénarios pour la politique d'entretien routier projetée pour les 20 prochaines années, et d'autres scénarios si l'auditeur le juge pertinent :
 - **3.3.1** - Un scénario autour de l'objectif d'arrêt de la dégradation de l'état des infrastructures.
 - **3.3.2** – Un scénario autour d'un objectif d'atteinte d'un bon état des infrastructures, comprenant des sous-scénarios d'optimisation avec des trajectoires et horizons différents qui tiennent compte des contraintes et des leviers de mise en œuvre.

- **3.3.3** - Conclusion de l'étude : recommandations sur la politique d'entretien du réseau routier national non concédé pour les 5, 10 et 20 prochaines années
- **3.4** - Une restitution par l'auditeur devant l'instance chargée du suivi de cet audit.

Pour chacun de ces scénarios, l'auditeur produira une estimation optimisée sur une durée de 20 ans mettant en avant les ressources financières à consacrer chaque année (montants en euros constants 2026 et en euros courants selon une hypothèse d'actualisation) en distinguant les natures de dépenses (OPEX / CAPEX ou programmes thématiques), l'état des éléments d'infrastructures visé chaque année (par exemple la part d'éléments du réseau en bon état), la valeur patrimoniale et l'évolution de la dette grise. Il se basera sur les leviers d'amélioration identifiés en phase 1, les définitions des états cibles arrêtés en phase 2 et tiendra compte des contraintes d'exploitation sous chantier notamment de gêne au trafic ainsi que des capacités à faire des services et des entreprises de travaux. Il sera également traduit en niveau de criticité des risques tels que définit dans le cadre de la phase 2. L'auditeur pourra compléter par une analyse des influences des facteurs externes de changement tels que la raréfaction des matières premières, la volatilité des coûts de l'énergie, la difficulté de maintien des compétences, et les effets du changement climatique.

L'auditeur assemblera les éléments financiers des scénarios avec les éléments relatifs au fonctionnement des services (hors audit, qui seront fournis par la DGITM) afin d'offrir une présentation consolidée des besoins en exploitation, entretien et régénération du réseau routier national non concédé en cohérence avec la présentation qui en est faite dans les travaux budgétaires interministériels et parlementaires.

7.3 Méthodologie

7.3.1 Documentation fournie à l'auditeur

L'audit externe réalisé en 2017 servira de document de référence de l'auditeur.

L'auditeur s'appuiera ensuite principalement sur une analyse des données, documents et rapports les plus récents sur ce sujet qui lui seront fournies par la DGITM dès le début de la prestation. Il s'agira en particulier de données sur l'état des éléments de patrimoine et leur évaluation, de données budgétaires, de documents présentant la politique technique, tous internes à la DGITM, mais également de rapports ou analyses externes émanant d'autres institutions (Cour des comptes, Inspection générale de l'environnement et du développement durable, Sénat, Conseil d'orientation des infrastructures, Ambition France Transports).

Pour les données d'état du patrimoine, des tableaux extraits des bases de données du patrimoine seront fournis aux auditeurs :

- Concernant l'état des chaussées, les données Indices d'état et Indices de programmation selon la méthodologie IQRN seront fournis à l'auditeur par pas de 200m par sens de circulation selon la dernière année de campagne de relevé disponible (environ 120 000 objets). Il est souhaité que les simulations et les cibles soient déterminées au pas de 200m pour conserver les indicateurs annuels suivis et remontés dans le cadre des indicateurs LOLF (loi de finance) dans les RAP (rapport annuel de performance) et PAP (projet annuel de performance).
- Concernant l'état des ouvrages d'art (11 000 ponts, 6 000 murs), l'état selon la méthodologie ITSEO sera fournie aux auditeurs pour chaque pont, mur et PPHM (Portique potence et haut-mât) : classe IQOA de la dernière campagne de relevé disponible.

- Concernant les équipements, les données (état, quantité, type) sont disponibles partiellement en base de données. Néanmoins, si l'état ou l'âge d'une famille d'équipement est disponible en base de donnée homogène, les éléments seront fournis aux auditeurs.

7.3.2 Entretien à prévoir

Des échanges bilatéraux seront organisés aussi régulièrement que nécessaire entre l'auditeur et la DGITM afin de permettre une appropriation et une évaluation aussi complètes que possible de la politique actuelle d'entretien du réseau routier national non concédé.

L'auditeur pourra en outre réaliser des entretiens ciblés auprès d'une ou deux DIR, du Cerema, du CETU (pour les tunnels) et de quelques gestionnaires d'infrastructures en France et/ou au niveau européen judicieusement choisis.

7.3.3 Livrables et restitutions

Les restitutions de chaque phase seront présentées à l'instance de suivi qui associera des représentants de la DGITM, de la direction du budget et des DIR. Une restitution finale est également à prévoir, notamment pour la dernière phase relative aux conclusions et aux recommandations.

Les supports de communication issus de cet audit seront à préciser entre l'auditeur et la DGITM. A minima, il s'agira de produire un rapport qui puisse être rendu public, et un second rapport, plus opérationnel, à destination uniquement des services de la DGITM et des DIR. Les éléments de propriété intellectuelle sont définis dans une autre partie au cahier des charges.

Les différents livrables pour la DGITM qu'ils soient intermédiaires ou finaux devront documenter les méthodes et les hypothèses retenues pour chaque élément attendu de l'étude (phases 1 à 3). Plus particulièrement, devront être fournis les clefs des modèles de scénarisation établis dans la phase 3. Il s'agira d'assurer une bonne appropriation des éléments de méthode par les services en charge de la politique d'entretien du réseau routier national non concédé afin de leur permettre de les ajuster en fonction des contextes qui se présenteront et d'ici l'audit suivant à une échéance recommandée par l'auditeur.

7.4 Phasage et délais

7.4.1 Délai global d'exécution

Le délai prévisionnel global d'exécution des prestations est de 5 mois à compter de la date de notification du marché.

7.4.2 Phasage des prestations

Les prestations objet du présent marché comprennent trois phases.

Le délai d'exécution de la première phase est au maximum de 5 semaines à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution de la seconde phase est au maximum de 8 semaines à compter de la décision du RPA.

Le délai d'exécution de la troisième phase et de la formalisation des conclusions est au maximum de 6 semaines à compter de la décision du RPA.

Une présentation des analyses intermédiaires sera à prévoir à mi-parcours afin d'alimenter utilement les travaux préparatoires à projet de loi de finances 2027 et à la loi de programmation.

Article 8 - Dérogations au CCAG-PI

- L'article 3.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI
- L'article 3.12 du présent CCAP déroge à l'article 23.1 du CCAG-PI
- L'article 5.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI
- L'article 5.1.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI
- L'article 5.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI